



Amélioration de la Compétitivité des Exportations des Filières vanille, ylang-ylang et girofle aux Comores

ITC/CCI (PNUD)

Rapport de mission d'appui

Mission n° 2

**Production et commercialisation des produits de rente aux
Comores via la structuration des producteurs en société de
coopératives**

Grande Comore, Anjouan et Mohéli (Comores)

21 novembre – 2 décembre 2016.

Eric Penot et Pascal Danthu (CIRAD)

Mots clés

- Comores, Anjouan, Mohéli, Grande Comore, histoire agricole des Comores
- filière girofle, filière de rente, cultures vivrières, « vivrier de rente »
- compétitivité, exportation, organisation de la chaîne de valeur, qualité, prix du marché, rémunération des acteurs
- société de coopérative, viabilité, durabilité, contexte, conseil, gestion, solidarité, plateforme de dialogue et d'innovation, temps du projet
- typologie des producteurs et autres acteurs de la filière ; étude de la chaîne de valeur ; place du girofle dans l'économie des ménages, stratégie des ménages, diversité des systèmes de production, résilience
- recherche-action, production de connaissances objectives préalables, binômes d'étudiants, capacity building, coopération scientifique et technique, retour d'information à court terme

Résumé

Le projet « Amélioration de la Compétitivité des Exportations des Filières vanille, ylang-ylang et girofle aux Comores », porté par le CCI (Centre du Commerce International) a interpellé le CIRAD pour mettre en œuvre une consultance ayant pour objet d'évaluer et de faire des propositions afin d'améliorer le fonctionnement et la compétitivité de la filière girofle aux Comores. Les interventions du Cirad sont cadrées par le plan d'action consolidé élaboré par les acteurs et les bénéficiaires du projet en juin 2016.

Cette seconde mission des experts du CIRAD a pour objet principal de répondre au point 18 de ce plan d'action : « Réaliser une étude fine de la filière girofle : typologie des producteurs et autres acteurs de la filière ; étude de la chaîne de valeur ; place du girofle dans l'économie des ménages »

Cette thématique est justifiée par le fait que l'une des principales innovations du projet consiste à organiser les filières en promouvant et mettant en place des coopératives de producteur (appelées « sociétés de coopérative », « SC »).

Les 18 premières SC ont été créées très récemment. Cependant les experts ont constaté que : (i) aucune n'est encore fonctionnelle ; (ii) la grande majorité des producteurs sont encore aujourd'hui indépendants ; (iii) l'adhésion à une SC implique une bonne prise en compte du rapport avantage/inconvénient ; (iv) ce rapport dépend très largement du mode de production, de la stratégie d'exploitation, de la structuration des revenus de chaque producteur, de la place du girofle par rapport à leurs production de rente ou vivrière. Or constat est fait de l'absence d'identification fine des acteurs d'amont de la filière. Ce déficit de connaissance de la typologie des bénéficiaires/clients des SC apparaît comme une limite forte à la promotion de la filière girofle et certainement aussi à la constitution et au fonctionnement durable des coopératives de producteurs.

Sachant que la fin du projet est programmée pour 2017, cette limite doit être levée rapidement. Aussi les experts proposent-ils une stratégie permettant l'accès à cette information dans un délai de 12 mois. Celle-ci consiste à développer un programme d'enquêtes socio-économique auprès des producteurs, en tenant compte des diversités de

situation intra et inter-îles et à confier ces enquêtes à des binômes franco-comoriens co-encadrés par les chercheurs du CIRAD et des universitaires comoriens.

Les experts estiment par ailleurs que :

- la diversification des exploitations entre les différentes cultures industrielles (girofle, ylang-ylang, vanille, commerciales (banane, taro, manioc...) et vivrières doit être encouragée pour assurer la durabilité des exploitations, aussi les SC devraient ne pas être structurées exclusivement autour d'une filière, d'un produit, mais avoir une approche plus « multi-filière »
- Les SC auront un effet positif sur la qualité des produits et leur traçabilité, en permettant aux exportateurs de traiter directement avec les SC, shuntant ainsi le niveau « collecteur » accusé d'être le maillon faible de la filière (celui, en particulier responsable de l'adultération frauduleuse des produits)
- le fonctionnement financier des SC doit être précisé (quelles ressources autres que la marge actuelle des collecteurs et une éventuelle « prime à la qualité », risque de réduire le prix d'achat aux coopérateurs ?)
- les SC pourraient avoir un rôle de conseil (palliant l'absence de système d'appui à l'agriculture), de facilitation d'accès au crédit (mais y a-t-il une réelle demande des coopérateurs ?)
- un essai de valorisation des déchets ou écarts de triage du girofle par distillation d'huile essentielle pourrait être tenté afin d'offrir une piste supplémentaire de diversification.

1 Le projet et les actions entreprises sur la période 2014/2016

Le projet « Amélioration de la Compétitivité des Exportations des Filières vanille, ylang-ylang et girofle aux Comores », porté par le CCI (Centre du Commerce International) a interpellé le CIRAD pour mettre en œuvre une consultation ayant pour objet d'évaluer et de faire des propositions afin d'améliorer le fonctionnement et la compétitivité de la filière girofle aux Comores.

Le démarrage du projet a eu lieu en 2014. Ses principaux objectifs sont les suivants :

- Restructuration des trois filières, avec une phase pilote deux ans pendant laquelle création de coopératives et d'une union faitière des coopératives est programmée
- Formation technique sur ylang-ylang et vanille.
- Formation des acteurs de la filière girofle.
- Formation sur entreprise sociale, formations financière et gestion dans le cadre de l'ADA (code des investissements communs aux pays de l'Union Africaine)
- Formation de conseillers en gestion financière, demandée par les banques.

La demande du CCI peut être traduite en un ensemble de domaines technico-scientifiques sur lesquels l'avis des experts du CIRAD est sollicité :

- la maîtrise du contexte biologique et agronomique de la production (état de la ressource, gestion des plantations, modes de collecte et de transformation/préparation (séchage),
- l'analyse socio-économique de la production de clous par rapport aux autres activités agricoles et non agricoles des agriculteurs, analyse des revenus, place et rôle du girofle dans l'exploitation
- les opportunités de développement des acteurs d'amont (petits agriculteurs, communautés rurales),
- les modes d'organisation des acteurs (coopératives, groupements, relations entre les acteurs), l'amélioration de la structuration des producteurs,
- l'organisation de la chaîne de valeur (flux des produits, professionnalisation des intervenants),
- la compréhension du marché à l'exportation et des perspectives d'évolution,
- la création de la qualité et la traçabilité des produits (normes et contrôles),
- la potentialité de mise en œuvre de démarches de qualité (labels, valorisation de l'origine...) : analyse filière et risques économiques par rapport aux autres activités (complémentarité/concurrence pour le temps et la main d'œuvre, etc.),
- les potentialités/risques offerts par l'ouverture de nouveaux marchés (en particulier celui des huiles essentielles).

En juin 2016, un séminaire rassemblant l'ensemble des acteurs de la filière a permis d'identifier un Plan d'action consolidé en 18 points dont 9 interpellent les experts du CIRAD identifiés par le projet (Michel Jahiel, Pascal Danthu, Eric Penot). Ils sont rassemblés dans le tableau 1.

Tableau 1 : Listes des domaines d'interventions où l'expertise CIRAD est attendue (extraite de plan d'actions consolidé de juin 2016)

N°	Actions/interventions	Résultat attendu
Qualité innovation		
1	Créer et diffuser un manuel présentant les bonnes pratiques dans les domaines de la production (plantation, entretien), la récolte, le tri, le séchage, l'emballage et le stockage, former l'ensemble des coopérateurs	L'ensemble des bonnes pratiques sont connues des coopérateurs
3	Construire des unités pilote de séchage du girofle et former les utilisateurs	De nouvelles méthodes de séchage sont testées pour améliorer la qualité du girofle
4	Réfléchir à la diversification de l'offre du produit comorien (conditionnement, poudre, calibrage, huiles (feuilles ou clous), sous-produits (griffes, déchets), labellisation).	L'ensemble de la filière connaît comment apporter de la valeur ajoutée à ses produits
6	Créer des partenariats avec l'UDC, les coopératives et des centres de recherche internationaux (type CIRAD) sur différentes thématiques : - les caractéristiques et la qualité du produit comorien - la diversification du produit comorien, etc. pour initier un cursus de formations et des recherches	Des initiatives de recherche locales sont menées sur la filière girofle
7	Former les collecteurs et les sociétés coopératives aux contrôles qualité et aux bonnes pratiques commerciales	Les collecteurs et sociétés coopératives de la filière formés sur les bonnes pratiques en terme de vérification et de pratiques commerciales
9	Mettre en place un organe de contrôle et certification de la qualité	
Organisation de la filière		
14	Travailler à la définition de différentes qualités de girofle et à un système de rémunération de la qualité du girofle	Un système de rémunération de la qualité est réfléchi et discuté entre les acteurs
17	Mettre en place un observatoire de veille sur les stocks et les prix à l'international	Les acteurs de la filière disposent d'informations sur les prix et les marchés
18	Réaliser une étude fine de la filière girofle : typologie des producteurs et autres acteurs de la filière ; étude de la chaîne de valeur ; place du girofle dans l'économie des ménages, etc.	L'organisation actuelle de la filière est parfaitement connue

Quatre actions sont directement prises en compte par la présente mission.

Il s'agit des :

Action 4 : Réfléchir à la diversification de l'offre du produit comorien (conditionnement, poudre, calibrage, huiles (feuilles ou clous), sous-produits (griffes, déchets), labellisation). Réaliser une étude de marché et une table ronde avec des experts internationaux sur la demande mondiale et les marchés de niche

→ Appuyer la diversification des produits est dans les compétences du Cirad, mais ne peut se faire qu'après une évaluation complète de la filière avec une analyse des systèmes productifs, de la formation du revenu et des risques.

Action 6 : Développer les plateformes d'innovation. Créer des partenariats avec l'UDC, les coopératives et des centres de recherche internationaux (type CIRAD) sur différentes

thématiques : les caractéristiques et la qualité du produit comorien ; la diversification du produit comorien... pour initier un cursus de formations et des recherches

→L'idée est bien de créer des plateformes par île et inter-îles permettant un échange entre partenaires des 3 filières : producteurs et sociétés de coopératives, collecteurs (non présents à aucune de nos réunions), exportateurs et aux acteurs de la filière (institutions divers, gouvernement, ONG etc.)

Action 7 : Former les collecteurs et les sociétés coopératives aux contrôles qualité et aux bonnes pratiques commerciales

→Il faudrait dans un premier temps faire une analyse de risques pour définir ensuite les bonnes pratiques. Et surtout définir les critères de qualité à prendre en compte et leurs normes. Question à régler : celle de la pertinence et de la rentabilité d'un laboratoire de contrôle compte tenu des volumes relativement faibles à analyser. Voir quelle analyses sont pertinentes et la possibilité de traiter les questions identiques pour les autres produits (vanille, ylang-ylang et également café et poivre...).

Action 18 (principal objet de cette mission) : **Réaliser une étude fine de la filière girofle : typologie des producteurs et autres acteurs de la filière ; étude de la chaîne de valeur ; place du girofle dans l'économie des ménages, etc.**

→La caractérisation/typologie des acteurs d'amont, en particulier des producteurs, l'analyse de leur stratégie, l'identification de la place qu'occupe le girofle vs les autres produits de rente et les productions vivrières dans leur revenu, l'évaluation du coût de production vs le prix d'achat des clous... sont des thèmes de recherche d'accompagnement que les experts du Cirad peuvent complètement piloter. Ces recherches pourraient être l'objet d'études d'étudiants encadrées par les agents Cirad et impliquant les universitaires comoriens et les écoles d'agronomie d'Agreenium.

2 Objectifs de la mission

La présente mission (réalisée par le binôme Eric Penot/Pascal Danthu du 21 novembre au 2 décembre 2016) a pour objet principal de répondre au point 18 du plan consolidé. Elle est issue des discussions au cours de l'atelier de juin 2016 qui a mis en évidence est **l'absence d'identification des acteurs d'amont de la filière**. L'organisation des coopératives est, si l'on a bien compris, une action très récente et encore très ponctuelle. Ce constat implique que (i) les producteurs sont encore très largement indépendants ; (ii) leur mode de production, leur stratégie d'exploitation, la structuration de leur revenu, la place du girofle par rapport à leurs production de rente ou vivrière ne sont pas connues.

Ce déficit de connaissance de l'amont de filière apparaît comme une limite forte à la promotion de la filière girofle et certainement aussi à la constitution et au fonctionnement durable des coopératives de producteurs. Les experts ont donc orienté la suite de leurs mission pour confirmer/valider ce constat et proposer les actions pertinentes afin de poser les bases d'un projet de caractérisation de la typologie et des stratégies des acteurs de l'amont et d'évaluation des potentialités de diversification des productions liées au girofle (clous, huiles, poudre) et à l'ensemble des cultures (de rente ou non).

Ce constat a conduit à l'inscription du point 18 dans le Plan d'actions consolidé et au TDR de la présente mission (voir **Annexe 1**).

Au cours de la mission, il a été précisé que les autres points seront abordés par la mission de Michel Jahiel prévue en janvier 2017 et pour laquelle une proposition de TDR est faite en **Annexe 2**.

3 Organisation de la mission

La mission a été organisée et pilotée par Abdallah Ahmed Soilihi, coordinateur national du projet.

Les trois îles ont été visitées. Dans chaque, une table ronde rassemblant les acteurs de la filière girofle (mais aussi des autres filières) a été organisée. **A noter cependant qu'il n'a pas été possible de rencontrer et donc de recueillir le point de vue des collecteurs de girofle.** Des visites de terrain et des rencontres in situ avec des agriculteurs, des distillateurs d'ylang-ylang, des exportateurs ont compléter la collecte d'information. Voir le programme détaillé en **Annexe 3** et les listes de participants en **Annexe 4**.

A Moroni, deux séances de restitution ont été organisée, l'une auprès de la représentante du PNUD et l'autre avec les représentants de l'AFD et du SCAC (Ambassade e France).

4 Synthèse des réunions, table rondes et des constats de terrain

4.1 Anjouan

La table ronde organisée le 22 novembre rassemblait des gens très divers : producteurs, exportateurs, maires, exécutif de l'île, Chambre du Commerce et d'Industrie (CCI), Chambre d'Agriculture (CA), CGF, associés aux programme PNUD, ONG, 14 représentants des coopératives, représentant statistique du ministère, services des douanes, représentants de de la faculté d'Anjouan (Université des Comores), représentant du patronat, secrétariat du commissariat à la production (**Annexe 4A**).

Les premiers échanges avec les participants ont montré que le Plan consolidé et les TRD de la mission n'étaient pas connus de l'ensemble des interlocuteurs rencontrés au cours de la mission. Il a donc été nécessaire de présenter le plan consolidé afin (i) de mettre l'ensemble des acteurs au même niveau d'information et (ii) de préciser les points spécifiques pris en compte par la mission.

Principaux problèmes abordés

- Problèmes de la fixation d'un prix plancher du clou de girofle par le gouverneur (2900 FK/kg) [NB : 1€ = 493 FK] alors que le prix payé au producteur est en moyenne compris entre 2250 (en particulier à Mohéli) et 2500 FK. Les exportateurs nous indiquent que le prix facturé avant FOB est de 2500 FK (prix FOB Anjouan à 6.7 US \$ = 3303 FK). Les prix CIF Dubai varient entre 2900 et 3500 selon les sources et les qualités.
- Le gouvernorat de l'île d'Anjouan a posé une taxe de 150 FK/kg de clou, jugée trop forte par les producteurs ce qui aussi pose le problème.
- Une analyse rapide de la répartition des marges montre que les producteurs touchent globalement entre 70 à 75 % du prix FOB et que la marge réelle des

exportateurs est de l'ordre de 15 %. Cette répartition montre **que la rémunération du producteur est importante** et supérieur à celle de nombreuses autres filières.

- Les experts ont relevé le problème de la qualité des données disponibles sur les exportations. En 201, 1422 tonnes de girofle sont officiellement déclarées par les douanes et la Chambre de Commerce avance le chiffre de 1500 t... pour une production vraisemblablement proche du double (source : douane). La réalité de la production comorienne serait autour de 3000 t pour Anjouan pour une production moyenne d'environ de 4000 t pour l'ensemble des Comores.
- Des études filières ont été réalisées par La maison des épices (2007), l'information semble perdue, il serait intéressant de pourvoir récupérer les rapports techniques.
- Il y a un manque d'information global sur les prix, les qualités, les marchés ... En particulier trois informations fondamentales semblent ne pas être intégrées par tous, en en particulier les producteurs : (i) **le prix du girofle est fixé à l'international et constituant un « invariant » localement** ; (ii) **la qualité est peu prise en compte dans la rémunération locale** (iii) les exportateurs (au moins ceux rencontrés) sont sérieux/honnêtes.
- Il y aurait un intérêt à mettre en place un observatoire de la filière et à développer des circuits d'information privilégiés entre exportateurs et SC d'une part et entre SC et producteurs/coopérateurs.

Divers éléments sur les filières et autres points divers sont disponibles en **Annexe 5** et des illustrations des divers systèmes de productions sont données en **Annexe 6**.

Du rôle attendu des sociétés de coopérative (SC)

L'une des grandes innovations que porte le projet (voire la principale) est l'appui l'organisation de l'amont des trois filières (vanille, ylang-ylang, girofle) par la création de Sociétés Coopératives qui rassemblent les producteurs de chaque produit.

Les promoteurs de cette innovation estiment que l'intérêt de constituer des SC réside dans le fait de :

- Structurer les collecteurs pour peser sur les décisions politiques et les choix économiques,
- Permettre l'accès des coopérateurs à une meilleure information sur les prix, à des appuis logistiques (moyens de cueillette, à des accès privilégiés au crédit)
- Mutualiser la logistique (moyen de récoltes, entrepôts...) pour assurer quantité et qualité des produits et être en position de négocier avec les collecteurs et au-delà, avec l'idée d'une commercialisation directe avec les exportateurs en évitant les réseaux de collecte traditionnels (le niveau collecteurs étant présenté comme le « mouton noir » de la filière, responsable de l'adultération des produits afin de maximiser son gain),

Les coopératives veulent globalement éliminer le réseau des collecteurs pour pouvoir négocier directement avec les producteurs. L'objectif est de pouvoir vendre la qualité originale produite par les producteurs (pas de fraude ni de mélange) que les exportateurs recherchent.

Certains interlocuteurs envisagent même que les SC puissent, elles-mêmes, exporter, ce qui nous semble assez irréaliste.

Cet objectif est louable, mais cela n'empêchera pas les réseaux de collecte traditionnels de fonctionner car tous les paysans ne seront pas en coopératives. Plus globalement, les SC se disent capables de fournir le meilleur produit, en quantité et donc de récupérer la marge du collecteur et une plus-value liée à la qualité. Les exportateurs sont apparemment favorables à ce schéma. Un avantage induit pour eux, serait d'être mieux en mesure de faire pression sur les collecteurs pour améliorer la qualité globale et baisser leur coût liés au nettoyage/triage qu'ils sont obligés de faire aujourd'hui avant exportation.

Pour assurer leur fonctionnement, les SC estiment pouvoir (i) récupérer la marge du collecteur qui est cependant très faible (probablement autour de 5 % mais cela reste à vérifier) et (ii) récupérer une légère plus-value à la qualité si le produit livré est propre et sec (non moisi)... si l'exportateur accepte de rétrocéder une partie de ses coûts de nettoyage du produit.

Cependant, ces hypothèses sont à confirmer par une analyse économique fine... et ne pourront être plausibles qu'à condition qu'*in fine*, le prix payé au coopérateur ne soit pas inférieur à celui qu'il aurait obtenu s'il avait vendu sa récolte à un collecteur.

La limite que notent les experts est que cette innovation est encore en devenir, les 18 SC constituées n'ont actuellement que quelques mois d'existence et aucune n'a encore assuré une récolte de clous. **On est donc sur un modèle encore théorique qui n'a pas été confronté à la réalité.**

Il est donc nécessaire d'une part d'estimer les coûts de fonctionnement des SG et d'autre part de les négocier entre acteurs avant le démarrage de la prochaine récolte. La SC peut attirer des producteurs à condition qu'elle puisse couvrir ses coûts internes entre ces deux marges identifiées et que le prix payé aux producteurs soit au moins équivalent à celui des collecteurs traditionnels.

La coopérative peut aussi, éventuellement apporter d'autres services :

- Prêt ou utilisation ou accès facilité à du petit matériel
- Appui à la mobilisation de la main d'œuvre nécessaire aux récoltes
- Facilité d'accès à du crédit à meilleur taux avec les IMF locaux (7 % au lieu de 10 %, cette information reste à vérifier)

...à condition que les producteurs soient demandeurs de ces services, que leur coût ne soit pas prohibitifs et surtout que les avantages réels attendus soient significatifs. Ces points restent à vérifier en tirant leçons des expériences précédentes et en ayant une connaissance fine de la diversité des producteurs.

A noter aussi que les expériences antérieures de structuration des producteurs (Associations, GIE, coopératives...) semblent avoir échoué (Maison, des épices, APGA/Association des Producteurs de Girofle d'Anjouan, APEGDM/Association des Producteurs et Exportateurs de Girofle et Diversification de Mohéli, SNAC/Syndicat National des Agriculteurs Comoriens, association MAANDINI MEMEA sur Mohéli etc.) De même le projet PREDIVAC qui a tenté de créer des OPA (organisation professionnelles agricoles), mets en évidence toute la difficulté de pérenniser une telle organisation sans l'appui d'un projet... **(Annexe 7).**

Les experts alertent sur le fait que le projet est programmé pour se clore dans en 2017, ils émettent des doutes sur la possibilité qu'auront les SC de s'autonomiser dans les délais aussi brefs et d'être fonctionnelles durablement sans l'appui projet...

Il serait donc intéressant de lancer une analyse objective et sans *a priori* afin d'évaluer les réussite/échec des actions précédentes d'organisation des producteurs afin d'en tirer leçon.

4.2 Mohéli

La réunion organisée à Fomboni a rassemblés 22 personnes du projet, des maires de commune, de nombreux producteurs/coopérateurs (**Annexe 4B**).

Sur la base des informations recueillies à Anjouan, deux points principaux ont structuré les débats :

- Problème du prix plancher : 2950 FK à Anjouan, 2500 a Mohéli : ce prix correspond globalement au prix CIF Dubai ce qui est totalement intenable pour les exportateurs. L'entrée prochaine de la République des Comores dans l'OMC rendra ce type de mesure illégale. Il est tout à fait souhaitable que cette mesure puisse être abrogée le plus rapidement possible.
- Diversification des cultures et des produits : la plupart des systèmes de cultures à base de girofliers sont en systèmes agroforestiers dans des compositions très variés : SAF à girofle/ylang-ylang, à girofle/banane/taro/manioc, à girofle café/fruitiers. De nombreux itinéraires techniques différents et variés ont été observés sur lors des visites de terrain (voir les illustrations de l'**annexe 6**).

Cette diversification des systèmes de cultures apparaît comme un élément fort de la robustesse et de la résilience des exploitations face aux aléas économiques, écologiques, climatiques. Elle doit être maintenue/encouragée !

Cette diversité implique :

- les trois cultures industrielles objets du projet (girofle, ylang-ylang, vanille)
- les nombreuses cultures « vivrière/de rente » objet d'un marché local important (parfois inter-île) : banane, taro, manioc, pomme de terre...
- quelques produits spécifiques à Mohéli (pour lesquelles des mises en valeurs d'origine ou de provenances pourraient être réfléchies) : café et surtout poivre.

Une réflexion mériterait d'être menée quant à la diversification des produits du girofle par la production d'huile essentielle de girofle.

Les éléments militant pour cette diversification sont :

- Une biomasse importante non valorisée : déchets, griffes, écarts de triages, branches élaguées lors de la récolte.
- Une technologie maîtrisée pour l'ylang-ylang
- Un marché international porteur
- Une source de revenus disponible en permanence

Les freins identifiés par les participants sont :

- La disponibilité en bois/combustible et le prix de ce bois
- La moindre rentabilité de ce produit comparé à l'essence d'ylang-ylang (un facteurs 10 d'écart au minimum)
- Le manque « d'habitude » des producteurs
- L'absence actuelle de débouchés à l'international pour ce produit nouveau (au moins concernant les Comores).

4.3 Moroni

Etaient présents : des représentants de coopératives (6), producteurs (3), exportateurs (3 dont « Eastern spices », « Agri Venture »), Chambre d'Agriculture, ANPI (Agence nationale pour la promotion de l'investissement), patronat, Commissariat à la Production de Grande Comore (2), Direction de la Planification générale économique , suivi évaluation du projet, Centre National Horticole de Morouni, Direction de cabinet Ministère de l'Agriculture), Animation rurale à la stratégie agricole, Commissariat général aux finances, Mouvement des entrepreneurs comoriens, Union des Meck (micro- crédit)... **(Annexe 4C)**.

En s'appuyant sur la présentation d'une synthèse des concertations précédentes (Anjouan et Mohéli), les experts ont noté quelques idées émergentes. En particulier :

- La question de l'interventionnisme de l'Etat ou des gouvernorats dans les actions en cours et sur les prix, en particulier si l'Etat comorien entre très prochainement officiellement dans l'OMC, il lui sera impossible de fixer des prix ;
- La question des dynamiques d'exportation des trois principaux produits : de 250 tonnes de vanille à l'époque coloniale, 50 tonnes aujourd'hui ; même trajectoire pour l'ylang-ylang ; Pourquoi une telle perte de compétitivité alors que la trajectoire giroflère est inverse ?
- La distillation du girofle est-elle potentiellement rentable dans les conditions de coûts actuels, en particulier sur le coût du bois ?
- Quid des centres ruraux de développement économiques ? Ces instances locales sont-elles effectives ? fonctionnent-elles ? Quid de la formation et du conseil agricole ? Centre ruraux de développement économiques (encadrement agricole) : présents dans chaque île mais sans budget.

Il y a manifestement une absence de formation de techniciens et d'ingénieurs agronomes, un gap dans l'appui et le conseil en matière agricole. L'enseignement agricole à tous les niveaux (techniciens, ingénieurs, académique) fait défaut.

4.4 Système de recherche et d'enseignement comorien

Cette concertation a confirmé l'absence de cursus « agronomique » dans les enseignements dispensés à l'Université.

Dans la perspective du montage de plusieurs stages associant des binômes d'étudiants français et comoriens, on a exploré les différentes possibilités et problèmes potentiels à régler pour identifier une équipe, des partenaires et des étudiants. Il a été mis en évidence :

- la difficulté/impossibilité de trouver des étudiants comoriens ayant suivi un cursus « agronomique », ce cursus n'existant pas aux Comores.

- le vivier est principalement composé d'étudiants de licence. Mais leurs stages sont à réaliser de juin à août en alternance avec des cours et des examens, ce qui empêche des séjours continus sur le terrain. Cependant, il semble que de nombreux possesseurs d'une maîtrise acquise à l'étranger (Madagascar entre autres) sont désœuvrés et donc disponibles (forme de contractualisation à définir)
- la meilleure solution pourrait être de prendre des étudiants post M2 ou post licence, libres (et souvent très motivés), mobilisables sur six mois.
- les partenaires encadreurs potentiels sont Farati Mohamed Rachid, INREAP, directive adjointe, Université des Comores, pour Anjouan : Ismaël Chakir, pour Mohéli, Fatima Ibrahima (coordinatrice), à Moroni, Mohamed Said Hassani.

4.5 Restitutions

Deux réunions de restitutions ont été organisées à Moroni. La première a permis de rencontrer les responsables de l'AFD (Daniel Lubeth, Directeur et Bicarima Ali, Chargée de projet et Un représentant du SCAC (Alexis Maclet, Attaché de Coopération). La discussion a permis de valider un certain nombre de constats : importance des filières agricoles d'export pour les Comores, absences de cursus d'enseignement agricole (professionnel ou académique) aux Comores, difficulté de mettre en œuvre des actions d'organisation des producteurs.

A noter, la proposition d'Alexis Maclet de soumettre en 2017 une proposition de financement dans le cadre du fond PISCCA (Projet innovants, Société Civile et Coalition d'Acteurs).

La rencontre avec Emma Ngouan-Anoh, Représentante adjointe du PNUD aux Comores a été menée en compagnie de Yaya Ouattara (Conseiller pour l'accès au financement pour les PME au CCI) a permis de valider les principaux constats et les principales hypothèses émis durant la mission. L'option de proposer une étude de la structuration et des stratégies des producteurs a été retenue par la représentante.

5 Quelques éléments d'analyses : un projet pertinent, mais des boîtes noires à ouvrir

5.1 Une innovation importante

Le projet soutient une innovation majeure : la création d'un réseau de sociétés de coopératives afin d'organiser les producteurs des trois filières.

Ces SC ont pour ambition de :

- Organiser les producteurs en « coopérateurs »
- Shunter/éliminer les collecteurs et récupérer la marge « collecteur » au bénéfice des coopérateurs et des SC
- Assurer une entraide, mutualiser les moyens de production
- Développer le conseil technique et financier en palliant l'absence de ce service au niveau des structures de l'Etat
- Assurer un contrôle de la qualité des produits et une traçabilité et ainsi créer une plus-value pour les producteurs/coopérateurs à la vente aux exportateurs
- Structurer une force de négociation face aux exportateurs et aux autres acteurs y compris l'Etat ou les gouvernorats
- Donner un appui financier, favoriser la solidarité financière, ouvrir l'accès au crédit.

5.2 Un ensemble de constats

Les experts ont rassemblé un certain nombre de constats faits au cours de la mission, mais souvent sans que ceux-ci puissent être formellement établis (nous reviendrons sur ce point infra)

Points généraux constatés :

- Apparemment pas de gros problèmes fonciers, l'accès et l'appropriation des terres ne semblent pas poser de problèmes
- Un très grand savoir-faire des paysans et producteurs qui connaissent parfaitement leurs systèmes de culture mais ce savoir n'est pas clairement identifié et pris en compte par les porteurs du projet.
- Un contexte dans lequel la valorisation des cultures coloniales est en baisse constante depuis l'indépendance (31 plantes cultivées/exportées contre trois aujourd'hui), baisse tendancielle constante depuis l'indépendance des exportations comoriennes de vanille et d'ylang-ylang augmentation des exportations de girofle sans compensation en terme de balance commerciale
- Emergence de nouveaux marchés dont celui des cultures vivrières pour lesquelles un marché s'organise (localement ou inter-île), ces cultures (bananes, taro, manioc, pomme de terre...) devenant ainsi des cultures à la fois vivrières et de rente
- *A contrario*, des filières d'exportation « perdues : muscade, macis, cardamome, poivre, café...
- Intérêt évident pour les cultures vivrières et autres cultures de rente de diversification dont la culture et le marché pourraient être relancés (café, poivre, muscade) ; possibilité d'une IGP pour le poivre de Mohéli

- Un défaut d'information assez général sur le contexte international et sur les contraintes qu'il impose aux prix le long de la filière (pour girofle, ylang-ylang et vanille), ou sur le fait que la qualité du clou de girofle restera toujours peu/pas rémunérée localement
- Forte sensibilité des cultures de rente à la volatilité des prix d'où une nécessaire diversification (en évitant la spécialisation et une trop grande réactivité aux prix du marché en particulier arrachage quand les prix baissent)
- Structures de **coût** très chères, en particulier la main d'œuvre (six fois plus chère qu'à Madagascar, alors que les deux pays sont en compétition sur les mêmes produits !) ; problèmes de compétitivité.
- La qualité du girofle se définit essentiellement par la pureté du produit (absence de corps étrangers introduits dans les lots par accident ou par volonté de d'augmenter le poids), par l'absence de clous immatures ou de déchets, par l'absence de moisissures (indicatif d'un bon séchage) et par une teneur de eau inférieure à 12%, l'ensemble de ces points est contrôlable sans haute technologie (hormis trieuses et balance d'humidité) et sans recours à un laboratoire d'analyse dédié.

Principaux freins ou points de blocage identifiés :

- Cout du travail élevé et faible disponibilité de la main d'œuvre
- Absence de structures de conseil technique, absence d'appui global à l'agriculture
- Disponibilité des sources d'énergie pour les distillations : utilisation de bois-énergie vs. autres énergies pour la distillation (ylang-ylang) : des solutions semblent déjà être mis en œuvre gaz, pétrole, huile de vidanges...
- Très mauvaise transmission des informations et difficultés des producteurs à comprendre les marchés mondiaux et la formation des prix
- Présence de « moutons noirs » dans les filières qu'il faudrait éliminer (la SC peut être un outils d'assainissement des filières)
- Pas de traçabilité des produits
- Qualité du girofle non rémunérée localement

Constat concernant les SC en construction :

- Nécessite de bien connaître le contexte (sociologique, économique, historique) pour assurer une construction et un fonctionnement pertinent (répondant aux besoins) et durable
- Elles apparaissent probablement trop structurées par filières séparées alors que les stratégies paysannes vont plutôt dans le sens de la diversification mono filières
- Pas encore pleinement opérationnelles, pas de retour d'expérience
- Méconnaissances des coûts de fonctionnement et des marges potentiellement récupérables
- Fin du projet proche impliquant la nécessité d'action pleinement opérationnelle pour rendre durables les structures créées

Des réservoirs de productivité potentiels identifiés :

- Distillation feuilles coupées et déchets issu du tri du girofle
- Vente de produits vivriers

- Valorisation du café et du poivre de Mohéli
- Implication de l'élevage comme source de revenus
- Promotion de la production de bois (œuvre et combustible) dans les SAF (tecks, albizzia, acacias ...)

Les pistes possibles :

- Maintenir une très forte **diversification des cultures et des activités** au sein des exploitations... les SC pourraient d'ailleurs avoir une meilleure pertinence à ne pas être attachée à une seule culture.
- La **production de bois** (combustible et œuvre) est développer et à intégrer dans les SAF. Un choix d'espèces peut être proposé.
- Une diversification est proposée *via* la **distillation des feuilles et résidus du girofle**, en associant un processus de plantations ligneuse afin d'assurer une compensation en bois - énergie.
- Identifier et **promouvoir d'autres réservoirs de productivité** : élevage, lait, valoriser le café et le poivre de Mohéli
- Développer les SC pour assurer quantité, traçabilité, qualité...

5.3 Deux boîtes noires à ouvrir

Le projet appui le développement de SC. Cette innovation est, *a priori* issue d'une demande des acteurs, mais elle apparait aussi sous certains aspect issue d'un démarche top-down, de plus elle fait suite à de précédentes tentatives d'organisation des producteurs qui ont échoué.

L'organisation des SC est une action très récente et encore très ponctuelle qui s'adresse à des producteurs encore très largement indépendants, dont les modes de production, les stratégies d'exploitation, la structuration de leur revenu, la place du girofle par rapport à leurs production de rente ou vivrière ne sont pas connues. L'adhésion durable (post-projet) aux SC peut dépendre de ces éléments. Il est donc important de connaître les structures de production, la productivité du travail, la formation des revenus paysans pour comprendre les stratégies actuelles et celles possibles et/ou souhaitables en fonction des types de marché (global/niche), des prix et des rapports entre investissement et travail.

Aussi il apparait pour assurer la pérennité des actions du projet et un bon et durable fonctionnement des coopératives, comme un préalable essentiel, de bien connaître les clients des SC : les producteurs. Le défaut de telles connaissances apparait comme une limite forte à la promotion de la filière girofle et certainement aussi à la constitution et au fonctionnement durable des SC.

La première boîtes à ouvrir concerne donc l'identification des acteurs d'amont de la filière, l'évaluation de la diversité des situations et des intérêts de acteurs de l'amont de la filière, des moyens de productions, de leurs stratégies et de leur revenus?

Une seconde interrogation semblent aux experts n'avoir pas été suffisamment abordée et mise en discussion auprès des clients des SC, sachant que la jeunesse du projet empêche tout retour d'expérience et que sa prochaine échéance (2017)laisse peu de place aux réajustements.

La seconde boîte noire identifiée repose sur un postulat « le producteur n’acceptera pas de voir son revenu amputé » et une série d’interrogations : quelle perception et intérêt les coopérateurs auront pour les SC si cette appartenance a un impact négatif sur la rémunération (achat à un prix inférieur à celui du marché) ? Quelle plus-value et services sont réellement attendus ? En particulier, l’accès au crédit à moindre taux est-il une motivation forte ?

A noter que ce second point a été discuté longtemps avec l’expert du CCI Yaya Ouatarra qui devrait le mettre en débat avec les producteurs lors de ses interventions.

5.4 Une première proposition

Il est urgent/important de mettre des connaissances objectives au service du projet dans le projet

- Faire une étude fine de l’amont de la filière girofle : typologie de producteurs et autres acteurs de la filière ; étude de la chaîne de valeur ; place du girofle dans l’économie des ménages, modalité de fonctionnement des plateformes d’innovation.
- Procéder à une simulation du fonctionnement financier des sociétés de coopératives (coût/bénéfice pour le coopérateur, viabilité du système après projet)

Concernant le premier point, les éléments à rechercher sont (liste non exhaustive) :

- analyse des structures des producteurs en tenant compte de la diversité des situations et des contextes inter et intra-île
- typologie opérationnelle des exploitations agricoles
- structure et formation des revenus agricoles et non agricoles
- rôle et place des principales cultures dont le girofle
- complexes cultures de rente ylang/girofle /vanille
- cultures vivrières « de rente » : banane/taro/manioc/patate douce
- autres alternatives : poivre, autres huiles essentielles, maraîchage ... place de l’élevage
- comparaison dans le temps de la productivité des différents systèmes de culture
- analyses des coûts de production, des marges nettes par activités, des productivités des facteurs de production

Le second point sera pris en charge par les économistes du CCI (Yaya Outarra).

L’analyse proposée prendra en compte (voir détail en Annexe 8)

- **Pérenniser et animer les plateformes d’innovation créées, de fait, lors de nos réunions**
- Proposer un comité de suivi avec les principales administrations concernées (Ministère de la Production, Agriculture, Enseignement..)
- Calculer avec précision les marges de manœuvre des SC
- Identifier clairement les clients des coopératives et leurs motivations
- Identifier les services et produits fournis par la SC et ceux attendus des paysans
- Analyser clairement les expériences passées en échec et les coopératives actuelles qui fonctionnent
- Renforcer la synergie actuelle entre coopérateurs et exportateurs

- Proposer des missions d'échange d'expérience et de visites avec d'autres pays avec des structures coopératives fonctionnant avec succès (analyser les expériences sous l'angle de la sociologie des organisations)
- Mettre en place le système d'enquête sur les exploitations agricoles avec les 5 binômes d'étudiants et des missions d'appui sur la période avril/novembre 2017.
- Créer du capacity building sur les filières d'exportation (commercialisation et aussi production)

Une proposition concrète pour un retour d'information rapide

- 5 binômes étudiants français et comoriens
- 2 sur Anjouan, 2 sur Mohéli et 1 sur Moroni : zones à définir par le projet
- 35 exploitations étudiées par binômes
- Mission d'appui à la mise en place des binômes sur le terrain en avril 2017
- Fourniture des résultats en novembre 2017
- Mission de restitution sur les 3 îles et analyse/confrontation des résultats dans les plates formes d'innovations en décembre 2017.
- Appui recherché auprès des partenaires locaux pour identification des étudiants comoriens potentiels et des encadreurs locaux associés.
- Etudiants français de Supagro/IRC à Montpellier

6 Bilan

En référence aux TDR (**Annexe1**), les principaux points suivants ont été réalisés :

- identifier les partenariats académiques (Université des Comores) et professionnels (CNH/INREAP CNDRS, associations paysannes, coopératives, autres formes de représentation des acteurs de la filière...) pertinents qui peuvent contribuer aux travaux futurs autour de plateforme d'innovation qui, de fait, ont déjà démarré lors de cette mission dans les 3 îles
- présenter et partager avec eux l'expérience malgache, identifier les questionnements, les outils méthodologiques (questionnaires, enquêtes, outils de modélisation si nécessaire, cartographie etc.), les adapter au contexte comorien,
- rassembler les données existantes sur la filière : enquêtes producteurs déjà faites, données export, rapports et mémoires éventuels sur la filière, littérature grise, etc. : ce point a débuté (visite aux archives et au CNDRS), mais devra être poursuivi, car la littérature grise est très largement dispersée, et probablement que de nombreuses informations anciennes ont aujourd'hui disparu !
- réaliser quelques enquêtes, dans différents contextes (différentes îles), afin de valider la méthode et d'évaluer la variabilité des situations et des acteurs : leur mode de production, leur stratégie d'exploitation, la structuration de leur revenu, la place du girofle par rapport à leurs production de rente ou vivrière par quelques enquêtes test ponctuelles leur stratégie, afin de proposer une méthode fiable adaptée et testée localement qui puisse être développée avec les acteurs locaux. Ce travail fait sur la trois îles a montré qu'il pourrait être très informatif s'il était menés dans un cadre scientifiques et serait **une aide à la décision essentielle pour le projet**

- restituer auprès des commanditaires et des acteurs de l'ensemble de la filière les premiers éléments, les mettre en discussion afin d'étudier la possibilité de mettre en place dans un futur proche des plates formes d'innovation multi-acteurs. Ce point a été réalisé par des restitutions auprès des représentants du PNUD, AFD, Ambassade de France.

- proposer et faire valider un programme d'étude qui pourra être proposé à des étudiants comoriens ou étrangers encadrés par les agents Cirad et impliquant les universitaires comoriens et les écoles d'agronomie française ou étrangères. Les sujets et terrains seront proposés, les outils et méthodes, les modalités de suivi nécessaires seront identifiées et portées dans un cadre d'intervention détaillé qui sera remis en fin de mission (ou peu de temps après) avec le rapport. Une proposition concrète est faite en annexe sur la base d'une étude sur les producteurs avec 5 binômes d'étudiants franco-comoriens encadrés conjointement par le CIRAD et l'Université des Comores pour la fourniture d'informations clés sur les producteurs, d'une typologie opérationnels des producteurs et d'éléments technico-économiques sur les principales filières. Cette étude sera terminée et les livrables présentés lors d'une mission finale en novembre 2017

Les missionnaires s'engagent à soutenir pleinement et à animer le programme proposé :

- **sélection, suivi et encadrement des stagiaires, traitement des données,**
- **fourniture de bases de données, de mémoires et docs de travail,**
- **assurer 2 missions d'appui une en avril 2017 pour initier les recherches et une en novembre 2017 pour analyse et restitution aux 2017.**

L'application de ce programme demandera un financement pour les étudiants et les missions d'appui selon le programme proposés en annexe 8.